

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1071

Artikel: À propos de l'expérimentation animale : nos rapports contradictoires avec le monde animal
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021728>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nos rapports contradictoires avec le monde animal

Ou plus je t'aime et plus je te maltraite...

(jd) Sur l'efficacité de la loi actuelle sur la protection des animaux et la nécessité d'une norme plus contraignante telle que la propose l'initiative populaire «pour une réduction de l'expérimentation animale», on peut diverger d'opinion. Nous avons présenté les deux points de vue (DP 1067 et 1068). De ce débat on retiendra que ceux qui font profession d'objectivité et qui s'appliquent à aborder de manière rationnelle les phénomènes, chercheurs et médecins, ont trop souvent brandi des arguments émotionnels et ont caricaturé l'initiative qu'ils combattent, en brochant d'elle un portrait extrémiste dont on cherche en vain les traits dans la lecture attentive du texte proposé au vote du souverain. Ce discours réducteur et cette argumentation à l'emporte-pièce, on avait plutôt l'habitude de l'entendre dans la bouche des protecteurs des animaux.

L'arbre et la forêt

Quelle que soit l'issue du scrutin, le débat légitime amorcé à cette occasion prendrait plus de force s'il ne se limitait pas aux seuls animaux de laboratoire et prenait plus largement en compte l'ensemble de nos rapports avec le monde animal. Car il semble bien que ces rapports sont marqués au sceau de l'équivoque: sensibilité accrue au sort des animaux faisant l'objet d'expérimentations, relatif désintérêt pour les animaux de rente alors même que la législation censée leur garantir des conditions de vie acceptables connaît une application largement lacunaire; ignorance presque complète de l'effet catastrophique de nombreuses activités humaines sur la survie d'espèces animales et donc sur l'économie générale de la vie sur notre planète; et comportements pathologiques qui prennent la forme d'une zoophilie galopante avec les animaux de compagnie.

A ce sujet il faut relire les pages pénétrantes de Paul Yonnet («Chiens et chats. Défaire la bête, c'est défaire l'homme», dans *Jeux, modes et masses*, Gallimard, 1985 et «L'homme aux chats. Zoophilie et déshumanisation», un article plus récent du même auteur paru dans la re-

vue *Le Débat*). Le sociologue français constate qu'à l'asservissement de l'animal par l'homme dans un but utilitaire, a succédé l'asservissement de l'homme par l'animal, une familiarité «où l'homme se définit comme une fonction de l'animal, où il exploite ses propres aptitudes individuelles et sociales au bénéfice de l'animal, alors qu'auparavant c'est l'animal qui fonctionnait pour lui. Aucun des arguments avancés pour expliquer ce phénomène commun aux pays occidentaux ne résiste à l'analyse empirique: ni la recherche par le citadin de la ruralité perdue, ni la croissance des revenus qui permettrait de financer cette mode, ni le besoin de compagnie des individus isolés de la société moderne». Yonnet voit plutôt dans ce phénomène de prolifération des chiens et des chats, qui prend son essor dans les années 50, la métaphore de la crise de l'éducation contemporaine, «où les propriétaires jouent et rejouent la grande scène de la duplication parentale, exprimant l'angoisse de ne plus s'y reconnaître en exigeant de leurs hôtes à quatre pattes l'allégeance archaïque des tout-petits et la cristallisation indéfinie de ce rapport. (...) Le rapport éducatif à l'animal présente une image exactement inverse, en miroir, du rapport éducatif à l'enfant (...) bref, un rapport propre à juguler toutes les angoisses et à satisfaire toutes les attentes».

Nous sommes tous des baleines

Cette irruption massive de l'animal familial coïncide avec un mouvement idéologique qui postule l'absence de rupture entre l'homme et le règne animal. L'homme tente d'élargir le monde en prêtant à ses animaux familiers des caractères et des qualités en général réservés à l'espèce humaine; l'idée de consommer ces animaux relève d'un quasi-cannibalisme, «leur souffrance et la nôtre sont identiques» proclame Konrad Lorenz. Un biologiste ayant participé au sauvetage de trois baleines grises prises dans les glaces de l'Alaska, sous le regard angoissé de millions de téléspectateurs, déclarait pour sa part sobrement: «Nous sommes simplement des mammifères qui essayons de sauver d'autres mammifères.» Ce besoin d'élargir le monde à sa propre image humaine serait par

ailleurs assez sympathique s'il ne s'accompagnait d'une «déréalisation culturelle» qui, sous prétexte de protection animale, conduit à la mise à l'index de toutes les pratiques humaines de la mort animale qui n'ont pas recours préalablement à l'anesthésie, et à une «redoutable mise en cause de la condition humaine au bénéfice de l'animal»: non seulement l'animal-hôte envahit les espaces publics et privés, mais la zoophilie ambiante est en passe de se substituer aux religions défaillantes en rétablissant le vieux mythe de la chute; l'homme est seul capable du mal, il est le seul coupable de la nature alors que l'animal est symbole de pureté, de tendresse. Ce qui n'empêche pas les humains, schizophrènes, de faire subir aux animaux de rente dont ils se nourrissent des conditions de vie (élevage industriel) qui dépassent dans l'horreur ce qu'aucune civilisation «barbare» a jamais imaginé. A la dénaturaison de l'animal familial qu'on cherche à humaniser correspond donc une dégradation de l'animal utilitaire, deux mouvements qui, en définitive, expriment une désorientation et un affaiblissement de l'idée d'humanité. Les plus extrémistes des zoophiles n'en sont-ils pas déjà à préconiser de substituer à l'expérimentation animale les expériences sur les fœtus, les prisonniers, les immigrés. L'homme n'est plus qu'un chien pour l'homme. ■

Ethique

Dans son édition du 28 janvier, *Libération* publiait un article faisant état d'une agression raciste à Montpellier, qui aurait été l'œuvre de militants du Front national. Après protestation de ce mouvement, *Libération* a effectué les vérifications nécessaires et découvert que son journaliste s'était fait mener en bateau.

Et le 5 février, le journal parisien de présenter ses excuses, avec ce commentaire: «En informant ses lecteurs, *Libération* n'entend pas seulement leur présenter des excuses et rétablir la vérité, mais aussi, ce faisant, exprimer l'importance qu'il accorde au respect des principes déontologiques explicitement définis par la charte du journal et dont la transgression affecte gravement l'information auprès du public.» Il aurait certes mieux valu vérifier avant. Mais faute reconnue est déjà à moitié pardonnée. Une attitude hélas encore trop rare dans la presse. ■